



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau des Procédures d'Utilité Publique

NOR : 1122-11-20-005

PRÉFECTURE DE L'ORNE

#### ARRETE PREFECTORAL

**Complémentaire pour l'actualisation de classement des installations  
suite à la modification de la nomenclature des installations classées**

-----  
**Commune de Sées**

-----  
**S.A.R.L. J.M BELEC**  
-----

**Le Préfet de l'Orne,  
Chevalier de La Légion d'Honneur,**

**VU**

- le Code de l'environnement et notamment, ses titres 1er et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V, et, en particulier, son article L.513-1 ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement, et notamment sa modification par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;
- l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005, autorisant la S.A.R.L. J.M. BELEC à exploiter une station de transit de résidus de nettoyage de cuves d'hydrocarbures chez les particuliers ou les industriels dans des locaux situés Zone Industrielle, rue Auguste Mottin à Sées ;
- l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2006 accordant la dispense prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- la demande de Monsieur le gérant de la S.A.R.L. J.M. BELEC en date du 17 mai 2010, visant la modification de son arrêté d'autorisation d'exploiter son établissement de Sées afin qu'il y soit intégrées les activités visées par la rubrique n° 2718 (installation de transit, regroupement, tri de déchets dangereux) et qui peut être assimilée à une déclaration d'existence en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement ;
- le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 23 décembre 2010 ;

#### CONSIDERANT

- que l'exploitant a le droit au bénéfice de l'antériorité en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement susvisé ;
- pour son activité de transit de déchets d'hydrocarbures soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la déclaration d'existence ayant bien été déposée moins d'un an après la parution du décret créant cette rubrique ;
- qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, d'exiger le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation mais qu'il importe de mettre à jour le tableau des activités exercées au sein de l'établissement visées à l'article 2 de l'arrêté d'autorisation susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

**" Article 2 : Installations autorisées**

2.1 : L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau ci-après :

Rubrique et alinéa	Intitulé de la rubrique	A	Activité concernée dans l'établissement
<b>2718.1</b> (1)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. 1. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	<b>A</b>	Station de transit de résidus de nettoyage de cuves d'hydrocarbures chez les particuliers ou les industriels  Capacité de l'installation : - 2 cuves de 30 m <sup>3</sup> chacune soit une quantité de déchets d'hydrocarbures susceptible d'être stockée au maximum de 60 t ; - quantité annuelle de déchets d'hydrocarbures transitant par le site : 600 tonnes/an.

**A :** autorisation

- (1) La rubrique 2718 vise les activités de transit, regroupement ou tri de déchets contenant une ou plusieurs substances ou préparations visées par la directive n°96/82/CE modifiée (Directive SEVESO II) ou les installations recevant des déchets dangereux ne contenant pas ces substances ou préparations. La connaissance de la composition des déchets est une condition essentielle pour justifier les quantités stockées. En vertu de l'article L.541.2 du code de l'environnement, cette connaissance est opposable en tout premier lieu au producteur du déchet. L'exploitant doit disposer des données relatives à la composition des déchets qu'il reçoit, pour démontrer que les quantités, susceptibles d'être présentes dans son installation, sont bien inférieures aux seuils d'autorisation opposables aux activités d'emploi et de stockage de telles substances ou préparation dangereuses. En termes d'exploitation, l'exploitant doit être en mesure de justifier que les quantités de substances et mélanges dangereuses présentes sur le site restent bien inférieures aux quantités prises en compte dans sa demande d'autorisation, ainsi qu'aux seuils de classement de la rubrique 2717."

**ARTICLE 2 : RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par la société JM.BELEC, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes lui ont été notifiés ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Ce délai continu à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service, si celle-ci n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté.

### **ARTICLE 3 : PUBLICATION**

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment les dispositions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie de SEES avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans les locaux de l'installation par les soins de la société JM. BELEC.

Un avis sera inséré par les soins de la Préfecture dans deux journaux du département, aux frais du pétitionnaire.

### **ARTICLE 4 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse Normandie, le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne et le maire de la commune de SEES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
A L'ORIGINAL**

L'Attaché, Chef de Bureau



Jonathan GARNIER

ALENCON, le

**17 JAN. 2011**

LE PREFET

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Vincent LAGOGUEY